

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE DU 15 JUILLET 2021

- 1 Taxe foncière sur les propriétés bâties limitation à 40 % de l'exonération de deux ans en faveur des constructions nouvelles à usage d'habitation ;
- 2 Attribution des subventions 2021 aux associations locales ;
- 3 Centre Petite Enfance proposition de modification du règlement intérieur ;
- 4 Convention d'occupation du domaine public pour l'exploitation de la buvette du champ de foirearènes ;
- 5 Adhésion à l'Agence technique départementale du Gard;
- 6 Convention pour la pose de modules Apilink sur les hydrants de la commune ;
- 7 Convention relative au financement des travaux sur les ouvrages de la commune de Marguerittes ;
- 8 Convention à signer avec Nîmes Métropole fonctionnement du service fiscalité commun ;
- 9 Nîmes Métropole pacte de gouvernance;
- 10 ZAC Mézeirac compte-rendu annuel à la collectivité au 31.12.2020;
- 11 Adhésion de la commune de La Rouvière au Syndicat Mixte des Garrigues de la Région de Nîmes ;
- 12 Convention de mise à disposition de salle et de moyens dans le cadre du Nîmes Métropole Jazz Festival 2021 ;
- 13 Délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire (article L2122-22 du Code général des collectivités territoriales).

Département du GARD

Arrondissement de Nîmes

nombre de Conseillers municipaux en exercice :

<u> 29</u>

nombre de membres présents :

24

nombre de membres absents excusés représentés :

<u>4</u>

nombre de membres absents non représentés

1

date de la convocation :

<u>8 juillet 2021</u>

OBJET:

N° 2021 / 07 / 01

TAXE FONCIERE SUR LES
PROPRIETES BATIES
LIMITATION A 40 % DE
L'EXONERATION DE DEUX
ANS EN FAVEUR DES
CONSTRUCTIONS
NOUVELLES A USAGE
D'HABITAITION

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNE DE MARGUERITTES

SÉANCE DU 15 JUILLET 2021

L'an deux mille vingt-et-un, le quinze juillet à 18 heures 30, le Conseil municipal de la Commune de MARGUERITTES, régulièrement convoqué, s'est réuni à la mairie, dans la salle Claude Erignac, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Rémi NICOLAS, Maire.

Membres présents: M. Rémi NICOLAS, Mme Patricia POUBLANC, M. Laurent BOUTIN, Mme Frédérique CONDET, M. Jean-Pierre CATHEBRAS, Mme Diane ARRIAGADA, M. Bernard CHANTRIER, Mme Audrey RANC, M. Frédéric COURRENT, Mme Martine REARD, Mme Joëlle HUYNH, Mme Liliane GUIRAUD, M. Christian BLANCARD, Mme Florence LIMONES, M. Eric PEREDES, Mme Laïla ACHKAR, Mme Laure DELAMON, M. Renaud LEROI, M. Yohan MESSABIER, M. Denis BRUYERE, M. Stéphane GUILLEMIN, Mme Myriam BOISSIERE DE CILLIA, M. Alain SAUD et Mme Margit LORBLANCHET.

<u>Membres absents, excusés, représentés</u>: M. Denis CANTIER (pouvoir à M. CATHEBRAS), M. Xavier BOUYER (pouvoir à M. CHANTRIER), M. Eric MARC (pouvoir à Mme ARRIAGADA) et Mme Julie DELVAL (pouvoir à M. BRUYERE).

Membre absent non représenté : Mme Sophie GOMES.

Secrétaire de séance : M. Yohan MESSABIER.

Le Conseil municipal régulièrement constitué,

Depuis 1992, la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) est due pour les immeubles tels que logement (appartement ou maison), parking d'un bâtiment commercial, industriel ou professionnel, bateau aménagé pour l'habitation. Le taux de cette taxe est voté par chaque collectivité locale (communes, intercommunalités, départements). Cependant, les constructions nouvelles, reconstructions et additions de construction à usage d'habitation sont exonérées de la TFPB durant les 2 années qui suivent celle de leur achèvement (article 1383 du Code Général des Impôts).

En effet, depuis la loi de finances de 1992, l'Etat :

- a maintenu l'exonération de 2 ans de la TFPB pour les locaux d'habitation mais a supprimé la compensation des exonérations de 2 ans sur la TFPB sur les immeubles d'habitation (les communes ne perçoivent donc plus de "subventions fiscales" de la part de l'Etat pour cette TFPB);
- a autorisé les communes (mais pas les départements) à supprimer l'exonération de 2 ans pour les locaux d'habitation, (puisque l'Etat ne compense plus, il autorise donc les communes à supprimer cette exonération de 2 ans) ; la commune de Marguerittes a délibéré dans ce sens, le 25/03/1992 ;
- a supprimé l'exonération temporaire de 2 ans des immeubles non affectés à l'habitation (il a donc maintenu l'exonération pour les habitations).

En résumé, depuis 1992, les constructions nouvelles, reconstructions et additions de construction à usage d'habitation étaient exonérées de la taxe foncière sur les propriétés bâties durant les deux années qui suivent celle de leur achèvement mais les collectivités locales, ne touchant plus de compensation, pouvaient supprimer cette exonération (pour Marguerittes, délibération du 25/03/1992).

La réforme de la taxe d'habitation contenue dans la loi de finances pour 2020 a apporté des modifications à ce dispositif d'exonération temporaire puisque à compter de 2021, les collectivités locales bénéficient de la part de TFPB du Département pour compenser la disparition de la taxe d'habitation. Mais, l'Etat a tenu à ce que les contribuables continuent de bénéficier de l'exonération de "l'ancienne" TFPB du Département, transférée aux communes.

Pour cela, le législateur a fixé pour le contribuable de la TFPB, une exonération minimum de 40 % et maximum de 90 %.

Ainsi, les communes qui auraient délibéré pour supprimer cette exonération de la TFPB pour la part communale avant 2020 (ce qui est le cas pour Marguerittes) doivent délibérer à nouveau, avant le 1^{er} octobre 2021 pour fixer un taux d'exonération à 40 %, 50 %, 60 %, 70 %, 80 %, 90 %. L'absence de délibération avant le 01/10/2021 aura pour conséquence de porter l'exonération à 100 % à partir de 2022 et pour 2 années consécutives.

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil municipal

- Vu l'article 1383 du Code général des impôts permettant au Conseil municipal de limiter l'exonération de deux ans de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions et conversions de bâtiments ruraux en logements, en ce qui concerne les immeubles à usage d'habitation.
- Considérant la possibilité pour la délibération de limiter ces exonérations uniquement pour ceux de ces immeubles qui ne sont pas financés au moyen de prêts aidés de l'Etat prévus aux articles L.301-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation ou de prêts visés à l'article R.331-63 du même code.

<u>DÉCIDE</u> de limiter l'exonération de deux ans de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions et conversions de bâtiments ruraux en logements, à 40 % de la base imposable :

- pour les immeubles à usage d'habitation,
- pour les immeubles à usage d'habitation qui ne sont pas financés au moyen de prêts aidés de l'État prévus aux articles L.301-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation ou de prêts visés à l'article R.331-63 du même code.

Pendant les deux premières années, le propriétaire concerné ne sera donc assujetti à la taxe foncière sur les propriétés bâties que sur 60 % de la valeur foncière de son bien.

Département du GARD

Arrondissement de Nîmes

nombre de Conseillers municipaux en exercice :

29

nombre de membres présents :

<u>24</u>

nombre de membres absents excusés représentés :

<u>4</u>

nombre de membres absents non représentés

1

date de la convocation :

<u>8 juillet 2021</u>

OBJET:

N° 2021 / 07 / 02

ATTRIBUTION
DES SUBVENTIONS 2021
AUX ASSOCIATIONS
LOCALES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNE DE MARGUERITTES

SÉANCE DU 15 JUILLET 2021

L'an deux mille vingt-et-un, le quinze juillet à 18 heures 30, le Conseil municipal de la Commune de MARGUERITTES, régulièrement convoqué, s'est réuni à la mairie, dans la salle Claude Erignac, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Rémi NICOLAS, Maire.

Membres présents: M. Rémi NICOLAS, Mme Patricia POUBLANC, M. Laurent BOUTIN, Mme Frédérique CONDET, M. Jean-Pierre CATHEBRAS, Mme Diane ARRIAGADA, M. Bernard CHANTRIER, Mme Audrey RANC, M. Frédéric COURRENT, Mme Martine REARD, Mme Joëlle HUYNH, Mme Liliane GUIRAUD, M. Christian BLANCARD, Mme Florence LIMONES, M. Eric PEREDES, Mme Laïla ACHKAR, Mme Laure DELAMON, M. Renaud LEROI, M. Yohan MESSABIER, M. Denis BRUYERE, M. Stéphane GUILLEMIN, Mme Myriam BOISSIERE DE CILLIA, M. Alain SAUD et Mme Margit LORBLANCHET.

Membres absents, excusés, représentés: M. Denis CANTIER (pouvoir à M. CATHEBRAS), M. Xavier BOUYER (pouvoir à M. CHANTRIER), M. Eric MARC (pouvoir à Mme ARRIAGADA) et Mme Julie DELVAL (pouvoir à M. BRUYERE).

Membre absent non représenté : Mme Sophie GOMES.

Secrétaire de séance : M. Yohan MESSABIER.

Le Conseil municipal régulièrement constitué,

Attachée à la justice et à l'équité, à la citoyenneté et à la transparence ainsi qu'au strict respect de la loi, la municipalité de Marguerittes a adopté en Conseil municipal du 14 avril 2021 son règlement attributif des subventions.

Outre ces orientations, ce règlement établissait des critères objectifs d'évaluation permettant de mesurer l'implication des associations en faveur de l'environnement, du lien social et intergénérationnel, de l'emploi et du développement économique, de la notoriété et de l'animation de la commune, ...

Il instituait en outre une commission d'évaluation de ces critères et de l'action des associations au regard de ces critères.

Enfin, il prévoyait un système de compensation afin de permettre aux associations de s'adapter à cette orientation sans être pénalisées dans leurs activités en leur garantissant « a minima » une subvention de fonctionnement d'un montant similaire au montant reçu en 2020.

Par ailleurs, un certain nombre d'associations a sollicité des subventions exceptionnelles, pour un seul projet. Ces subventions font l'objet d'un deuxième tableau.

Il est à noter que les élus suivants, titulaires de mandat dans certaines associations, ne prennent pas part à la délibération ni au vote concernant le vote des subventions : M. BOUTIN (La Diane marguerittoise), M. MARC [pouvoir à Mme ARRIAGADA] (club taurin La Bouvina), Mme DELAMON (Marguerittes Rugby Club), M. GUILLEMIN (Association des sports équestres de Marguerittes) et Mme BOISSIERE DE CILLIA (Cultivons la marguerite).

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil municipal,

- considérant la non-participation des élus susvisés à la délibération et au vote,
- considérant le budget primitif 2021,

<u>DÉCIDE</u> pour la première fois, d'attribuer les subventions définies selon ce règlement aux associations locales pour l'année 2021 pour un montant total de 155.728 € réparti selon les tableaux ci-dessous :

1/ Subventions de fonctionnement

SOCIAL			
Li Coute negre	1015,00		
Amicales rencontres	1015,00		
Solidarités citoyennes	150,00		
Le marathon de la prématurité	150,00		
Le Nid'elles	150,00		
CULTUF	RE		
La traverse des 3 Margots	400,00		
J'écris ma vie	150,00		
Marguerythmes	190,00		
Club d'histoire et d'archéologie Marguerittes	290,00		
Ecole de musique François Chabrant	21 850,00		
La Souleiado de Margarido	700,00		
Osco	500,00		
Latina Danse	100,00		
SPORT	S		
CSM Handball	13 300,00		
Entente sportive marguerittoise	8 550,00		
Tennis club marguerittois	2 660,00		
Karaté club	570,00		
Judo club marguerittois	1 977,00		
Les Gabarans Garrigue, balade, randonnée	400,00		
Qi gong mag	160,00		
Gymnastique volontaire Claire Cour	665,00		
Marguerittes retraite sportive	250,00		
Marguerittes GRS	1 000,00		
Marguerittes Shuttlecock	200,00		
Aikido Marguerittes	523,00		
Ecole de l'ours blanc des montagnes du sud	200,00		
La boule marguerittoise	150,00		
Futsall	1 860,00		
TRADITIONS			
Club taurin La Bouvina	13 205,00		
ENVIRONNE	MENT		
Les Rachalans	150,00		
La Diane marguerittoise	500,00		
Cultivons la marguerite	150,00		

DIVERS		
UNC	162,00	
SNEMM 1797ème section de Marguerittes	160,00	

OFFICES		
Office de la culture	18 000,00	
Office des fêtes	48 300,00	
Office des sports	7 756,00	
Omept	4 000,00	
TOTAL DES SUBVENTIONS DE		
FONCTIONNEMENT	151 508,00	

2/ Subventions au projet

Club d'histoire et d'archéologie	Edition d'un livre sur l'histoire	
Marguerittes	de Marguerittes	70,00
Confrérie Marguerittoise des		
forgerons couteliers	Salon du couteau	1 750,00
Osco	Interventions lors des	
	manifestations OMC/OMF	600,00
Association des sports équestres		
de Marguerittes	Fête du cheval	500,00
Comité de Quartier Marguerittes		
Genestet	Fête du Canabou	300,00
La Diane Marguerittoise	Débroussaillage	1 000,00
TOTAL DES SUBVENTIONS		
AU PROJET		4 220,00

Département du GARD

Arrondissement de Nîmes

nombre de Conseillers municipaux en exercice :

<u>29</u>

nombre de membres présents :

<u>24</u>

nombre de membres absents excusés représentés :

<u>4</u>

nombre de membres absents non représentés

1

date de la convocation :

8 juillet 2021

OBJET:

N° 2021 / 07 / 03

CENTRE PETITE ENFANCE
MODIFICATION
DU REGLEMENT INTERIEUR

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNE DE MARGUERITTES

SÉANCE DU 15 JUILLET 2021

L'an deux mille vingt-et-un, le quinze juillet à 18 heures 30, le Conseil municipal de la Commune de MARGUERITTES, régulièrement convoqué, s'est réuni à la mairie, dans la salle Claude Erignac, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Rémi NICOLAS, Maire.

Membres présents: M. Rémi NICOLAS, Mme Patricia POUBLANC, M. Laurent BOUTIN, Mme Frédérique CONDET, M. Jean-Pierre CATHEBRAS, Mme Diane ARRIAGADA, M. Bernard CHANTRIER, Mme Audrey RANC, M. Frédéric COURRENT, Mme Martine REARD, Mme Joëlle HUYNH, Mme Liliane GUIRAUD, M. Christian BLANCARD, Mme Florence LIMONES, M. Eric PEREDES, Mme Laïla ACHKAR, Mme Laure DELAMON, M. Renaud LEROI, M. Yohan MESSABIER, M. Denis BRUYERE, M. Stéphane GUILLEMIN, Mme Myriam BOISSIERE DE CILLIA, M. Alain SAUD et Mme Margit LORBLANCHET.

Membres absents, excusés, représentés: M. Denis CANTIER (pouvoir à M. CATHEBRAS), M. Xavier BOUYER (pouvoir à M. CHANTRIER), M. Eric MARC (pouvoir à Mme ARRIAGADA) et Mme Julie DELVAL (pouvoir à M. BRUYERE).

Membre absent non représenté : Mme Sophie GOMES.

Secrétaire de séance : M. Yohan MESSABIER.

Le Conseil municipal régulièrement constitué,

Le Centre Petite Enfance propose d'apporter des modifications au règlement intérieur du service communal MULTI ACCUEIL COLLECTIF. Les principaux changements envisagés sont les suivants :

- Instauration d'une période d'essai suite à l'adaptation de l'enfant afin de permettre aux parents de "tester" le contrat préétabli et pour permettre aux deux parties, parents et direction, de ne pas donner suite si les conditions d'accueil ne sont pas conformes aux attentes réciproques ;
- Nombre de jours de congés imposés pour les parents conforme à la réglementation ;
- Diminution des jours de carence de 3 à 2 jours dans le cadre de l'absence d'un enfant pour maladie;
- Reformulation de la présentation du mode de calcul des participations familiales ;
- Ajout des maladies nécessitant une éviction temporaire.

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil municipal décide :

- d'approuver les modifications à apporter au règlement intérieur du service MULTI ACCUEIL COLLECTIF;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer ce règlement intérieur ainsi que tout autre document permettant l'exécution de cette délibération.

Département du GARD

Arrondissement de Nîmes

nombre de Conseillers municipaux en exercice :

29

nombre de membres présents :

<u>24</u>

nombre de membres absents excusés représentés :

<u>4</u>

nombre de membres absents non représentés

1

date de la convocation :

<u>8 juillet 2021</u>

OBJET:

N° 2021 / 07 / 04

CONVENTION
D'OCCUPATION

DU DOMAINE PUBLIC
POUR L'EXPLOITATION

DE LA BUVETTE DU CHAMP

DE FOIRE/ARENES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNE DE MARGUERITTES

SÉANCE DU 15 JUILLET 2021

L'an deux mille vingt-et-un, le quinze juillet à 18 heures 30, le Conseil municipal de la Commune de MARGUERITTES, régulièrement convoqué, s'est réuni à la mairie, dans la salle Claude Erignac, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Rémi NICOLAS, Maire.

Membres présents: M. Rémi NICOLAS, Mme Patricia POUBLANC, M. Laurent BOUTIN, Mme Frédérique CONDET, M. Jean-Pierre CATHEBRAS, Mme Diane ARRIAGADA, M. Bernard CHANTRIER, Mme Audrey RANC, M. Frédéric COURRENT, Mme Martine REARD, Mme Joëlle HUYNH, Mme Liliane GUIRAUD, M. Christian BLANCARD, Mme Florence LIMONES, M. Eric PEREDES, Mme Laïla ACHKAR, Mme Laure DELAMON, M. Renaud LEROI, M. Yohan MESSABIER, M. Denis BRUYERE, M. Stéphane GUILLEMIN, Mme Myriam BOISSIERE DE CILLIA, M. Alain SAUD et Mme Margit LORBLANCHET.

Membres absents, excusés, représentés: M. Denis CANTIER (pouvoir à M. CATHEBRAS), M. Xavier BOUYER (pouvoir à M. CHANTRIER), M. Eric MARC (pouvoir à Mme ARRIAGADA) et Mme Julie DELVAL (pouvoir à M. BRUYERE).

Membre absent non représenté : Mme Sophie GOMES.

Secrétaire de séance : M. Yohan MESSABIER.

Le Conseil municipal régulièrement constitué,

Afin d'assurer les meilleures conditions de prestation et de garantir l'égal accès de tous les professionnels à cette opportunité, dans le cadre des festivités organisées au champ de foire et aux arènes (Feria, fête votive et revivre de la fête), la municipalité a souhaité lancer un appel à candidatures pour l'exploitation de la buvette par un prestataire professionnel dans le cadre d'une convention annexée à la présente délibération et en échange d'une redevance minimale de 15 000€.

Dans un premier temps, deux candidats ont fait acte de candidature mais la crise sanitaire et les mesures de sécurité mises en place ont conduit à l'annulation de la Feria marguerittoise et donc à un report de l'attribution de cette occupation du domaine public.

Dans un second temps, le probable maintien de l'interdiction d'un service au comptoir, et donc l'obligation d'un service à table, et la réduction du nombre de jours de festivités ont conduit à solliciter à nouveau les deux candidats afin de savoir :

- s'ils maintenaient leur candidature dans ces conditions,
- quelle était leur proposition financière dans ces conditions.

Un seul candidat a maintenu son offre et son engagement et est donc proposé pour obtenir cette occupation du domaine public, il s'agit de Monsieur Arnaud CAMMARATA pour un montant minimum de 7 000€.

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil municipal décide :

- d'approuver la candidature de Monsieur Arnaud CAMMARATA,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'occupation du domaine public.

Département du GARD

Arrondissement de Nîmes

nombre de Conseillers municipaux en exercice :

29

nombre de membres présents :

<u>24</u>

nombre de membres absents excusés représentés :

<u>4</u>

nombre de membres absents non représentés

1

date de la convocation :

8 juillet 2021

OBJET:

N° 2021 / 07 / 05

ADHESION
A L'AGENCE TECHNIQUE
DEPARTEMENTALE
DU GARD

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNE DE MARGUERITTES

SÉANCE DU 15 JUILLET 2021

L'an deux mille vingt-et-un, le quinze juillet à 18 heures 30, le Conseil municipal de la Commune de MARGUERITTES, régulièrement convoqué, s'est réuni à la mairie, dans la salle Claude Erignac, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Rémi NICOLAS, Maire.

Membres présents: M. Rémi NICOLAS, Mme Patricia POUBLANC, M. Laurent BOUTIN, Mme Frédérique CONDET, M. Jean-Pierre CATHEBRAS, Mme Diane ARRIAGADA, M. Bernard CHANTRIER, Mme Audrey RANC, M. Frédéric COURRENT, Mme Martine REARD, Mme Joëlle HUYNH, Mme Liliane GUIRAUD, M. Christian BLANCARD, Mme Florence LIMONES, M. Eric PEREDES, Mme Laïla ACHKAR, Mme Laure DELAMON, M. Renaud LEROI, M. Yohan MESSABIER, M. Denis BRUYERE, M. Stéphane GUILLEMIN, Mme Myriam BOISSIERE DE CILLIA, M. Alain SAUD et Mme Margit LORBLANCHET.

Membres absents, excusés, représentés: M. Denis CANTIER (pouvoir à M. CATHEBRAS), M. Xavier BOUYER (pouvoir à M. CHANTRIER), M. Eric MARC (pouvoir à Mme ARRIAGADA) et Mme Julie DELVAL (pouvoir à M. BRUYERE).

Membre absent non représenté : Mme Sophie GOMES.

Secrétaire de séance : M. Yohan MESSABIER.

Le Conseil municipal régulièrement constitué,

Les Agences Départementales sont chargées d'apporter aux collectivités territoriales qui le demandent une assistance d'ordre technique, juridique et/ou financière. Dans ce cadre, le Département du Gard, par délibération du 06/07/2017, a décidé la création d'une Agence Technique Départementale sous la forme juridique d'un établissement public administratif.

La commune de Marguerittes a décidé, par délibération du 25/10/2017, d'adhérer à l'Agence Technique Départementale afin de bénéficier, en cas de besoin, de conseils dans les domaines de l'assistance juridique, administrative et financière, eau, assainissement et environnement, urbanisme et voiriebâtiments.

Cette convention est arrivée à son terme le 31/12/2020 et le département propose à la commune de la renouveler dans les mêmes termes.

La cotisation annuelle payable au 3^{ème} trimestre de l'année reste inchangée et se traduit de la manière suivante :

Population: 8 797 habitants
Tarif par habitant: 0.50 €
Montant cotisation: 4 398.50 €

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil municipal

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5511-1 prévoyant la création d'un établissement public dénommé agence départementale ;

- Considérant l'intérêt de la commune à bénéficier en cas de besoin, d'un service d'assistance technique, juridique et financier;

DÉCIDE:

- d'approuver les statuts de l'Agence Technique Départementale du Gard ;
- d'approuver le renouvellement de la convention d'adhésion de la commune à l'Agence Technique Départementale du Gard ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention correspondante et ses annexes ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à représenter la commune au sein des organes délibérants de l'Agence.

Département du GARD

Arrondissement de Nîmes

nombre de Conseillers municipaux en exercice :

<u>29</u>

nombre de membres présents :

<u>24</u>

nombre de membres absents excusés représentés :

<u>4</u>

nombre de membres absents non représentés

1

date de la convocation :

8 juillet 2021

OBJET:

N° 2021 / 07 / 06

CONVENTION POUR LA
POSE DE MODULES APILINK
SUR LES HYDRANTS DE LA
COMMUNE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNE DE MARGUERITTES

SÉANCE DU 15 JUILLET 2021

L'an deux mille vingt-et-un, le quinze juillet à 18 heures 30, le Conseil municipal de la Commune de MARGUERITTES, régulièrement convoqué, s'est réuni à la mairie, dans la salle Claude Erignac, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Rémi NICOLAS, Maire.

Membres présents: M. Rémi NICOLAS, Mme Patricia POUBLANC, M. Laurent BOUTIN, Mme Frédérique CONDET, M. Jean-Pierre CATHEBRAS, Mme Diane ARRIAGADA, M. Bernard CHANTRIER, Mme Audrey RANC, M. Frédéric COURRENT, Mme Martine REARD, Mme Joëlle HUYNH, Mme Liliane GUIRAUD, M. Christian BLANCARD, Mme Florence LIMONES, M. Eric PEREDES, Mme Laïla ACHKAR, Mme Laure DELAMON, M. Renaud LEROI, M. Yohan MESSABIER, M. Denis BRUYERE, M. Stéphane GUILLEMIN, Mme Myriam BOISSIERE DE CILLIA, M. Alain SAUD et Mme Margit LORBLANCHET.

Membres absents, excusés, représentés: M. Denis CANTIER (pouvoir à M. CATHEBRAS), M. Xavier BOUYER (pouvoir à M. CHANTRIER), M. Eric MARC (pouvoir à Mme ARRIAGADA) et Mme Julie DELVAL (pouvoir à M. BRUYERE).

Membre absent non représenté : Mme Sophie GOMES.

Secrétaire de séance : M. Yohan MESSABIER.

Le Conseil municipal régulièrement constitué,

Dans le cadre de la lutte contre l'utilisation abusive de l'eau potable et de la recherche de performance de distribution de l'eau potable, une solution technique est prévue dans le contrat de concession (2020-2027) du service public (CSP) d'eau potable de Nîmes Métropole, confié à la société Eaux de la Métropole Nîmoise (EdNM).

La solution technique est précisée dans ce contrat approuvé par délibération du conseil communautaire du 29/01/2019 :

- o dans son article 30 "exploitation du service d'eau potable",
- o sous chapitre "rendement de réseau d'eau potable indice linéaire de perte",
- o sous-rubrique "connaissance des volumes".

Ce dispositif « apilink » de chez « Endetec » est compatible sur la majorité des modèles de poteaux incendie, et vient s'installer en lieu et place du carré de manœuvre ; l'intégrité et donc la normalisation du poteau ne sont pas affectées.

Cet équipement permet :

- de surveiller les utilisations des poteaux incendie en étant informé des ouvertures et fermeture de ces poteaux incendie;
- o d'être alerté en cas de choc ou reversement d'un poteau incendie ;
- o d'évaluer les volumes puisés en mesurant le temps et le niveau d'ouverture du poteau incendie ;
- o d'évaluer les vitesses d'ouverture et de fermeture des poteaux incendie donc de vérifier le bon fonctionnement du poteau incendie.

Pour la commune, cela permettrait notamment de lutter contre le vol de l'eau et d'éviter une détérioration voire une mise hors service pendant et après utilisation.

Dans le cadre des objectifs prédéfinis dans le contrat de concession, la collectivité doit autoriser EdNM à mettre en œuvre la solution technique choisie et ainsi définie sur le réseau de la défense extérieure contre l'incendie (DECI) et plus particulièrement sur les poteaux incendie de diamètre 100 et 150, réseau aboutissant du réseau d'eau potable.

C'est l'objet de la convention soumise à l'examen du Conseil Municipal.

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil municipal décide :

- d'approuver la mise en place du dispositif APILINK d'Endetec,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention correspondante à intervenir entre la commune de Marguerittes, la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole et la société « Eau de Nîmes Métropole » ainsi que tout document permettant l'exécution de cette délibération.

Département du GARD

Arrondissement de Nîmes

nombre de Conseillers municipaux en exercice :

29

nombre de membres présents :

<u>24</u>

nombre de membres absents excusés représentés :

4

nombre de membres absents non représentés

<u>1</u>

date de la convocation :

<u>8 juillet 2021</u>

OBJET:

N° 2021 / 07 / 07

CONVENTION RELATIVE
AU FINANCEMENT
DES TRAVAUX SUR
LES OUVRAGES
DE LA COMMUNE

DE MARGUERITTES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNE DE MARGUERITTES

SÉANCE DU 15 JUILLET 2021

L'an deux mille vingt-et-un, le quinze juillet à 18 heures 30, le Conseil municipal de la Commune de MARGUERITTES, régulièrement convoqué, s'est réuni à la mairie, dans la salle Claude Erignac, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Rémi NICOLAS, Maire.

Membres présents: M. Rémi NICOLAS, Mme Patricia POUBLANC, M. Laurent BOUTIN, Mme Frédérique CONDET, M. Jean-Pierre CATHEBRAS, Mme Diane ARRIAGADA, M. Bernard CHANTRIER, Mme Audrey RANC, M. Frédéric COURRENT, Mme Martine REARD, Mme Joëlle HUYNH, Mme Liliane GUIRAUD, M. Christian BLANCARD, Mme Florence LIMONES, M. Eric PEREDES, Mme Laïla ACHKAR, Mme Laure DELAMON, M. Renaud LEROI, M. Yohan MESSABIER, M. Denis BRUYERE, M. Stéphane GUILLEMIN, Mme Myriam BOISSIERE DE CILLIA, M. Alain SAUD et Mme Margit LORBLANCHET.

<u>Membres absents, excusés, représentés</u>: M. Denis CANTIER (pouvoir à M. CATHEBRAS), M. Xavier BOUYER (pouvoir à M. CHANTRIER), M. Eric MARC (pouvoir à Mme ARRIAGADA) et Mme Julie DELVAL (pouvoir à M. BRUYERE).

Membre absent non représenté : Mme Sophie GOMES.

Secrétaire de séance : M. Yohan MESSABIER.

Le Conseil municipal régulièrement constitué,

Lors de la réalisation des travaux de sa compétence, Nîmes Métropole est régulièrement amenée à solliciter la Commune afin de déplacer ou déposer provisoirement ses ouvrages (candélabres, boucles de feux tricolores, bornes d'accès au centre Commune, mobilier urbain, etc.). Ces ouvrages relèvent de la compétence de la Commune.

Réciproquement, Nîmes Métropole peut être amenée à intervenir sur ses propres ouvrages à la suite de travaux réalisés par la Commune.

Les parties souhaitent dès lors formaliser les procédures d'exécution et de financement de ces prestations.

Cette convention à un objectif uniquement financier et n'a pas vocation à se substituer à des conventions de groupements de commande ou de maîtrise d'ouvrage unique, ni à déroger ainsi aux articles du code des marchés publics.

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil municipal décide :

- d'approuver la convention relative au financement des travaux sur les ouvrages de la commune de Marguerittes du fait des chantiers de la compétence de Nîmes Métropole, et réciproquement;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que tout document permettant l'exécution de cette délibération.

Département du GARD

Arrondissement de Nîmes

nombre de Conseillers municipaux en exercice :

29

nombre de membres présents :

<u>24</u>

nombre de membres absents excusés représentés :

<u>4</u>

nombre de membres absents non représentés

1

date de la convocation :

<u>8 juillet 2021</u>

OBJET:

N° 2021 / 07 / 08

CONVENTION-CADRE
DE FONCTIONNEMENT
DU SERVICE FISCALITE
COMMUN A
NIMES METROPOLE
ET LA COMMUNE
DE MARGUERITTES
INTEGRANT L'AVENANT N° 2

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNE DE MARGUERITTES

SÉANCE DU 15 JUILLET 2021

L'an deux mille vingt-et-un, le quinze juillet à 18 heures 30, le Conseil municipal de la Commune de MARGUERITTES, régulièrement convoqué, s'est réuni à la mairie, dans la salle Claude Erignac, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Rémi NICOLAS, Maire.

Membres présents: M. Rémi NICOLAS, Mme Patricia POUBLANC, M. Laurent BOUTIN, Mme Frédérique CONDET, M. Jean-Pierre CATHEBRAS, Mme Diane ARRIAGADA, M. Bernard CHANTRIER, Mme Audrey RANC, M. Frédéric COURRENT, Mme Martine REARD, Mme Joëlle HUYNH, Mme Liliane GUIRAUD, M. Christian BLANCARD, Mme Florence LIMONES, M. Eric PEREDES, Mme Laïla ACHKAR, Mme Laure DELAMON, M. Renaud LEROI, M. Yohan MESSABIER, M. Denis BRUYERE, M. Stéphane GUILLEMIN, Mme Myriam BOISSIERE DE CILLIA, M. Alain SAUD et Mme Margit LORBLANCHET.

<u>Membres absents, excusés, représentés</u>: M. Denis CANTIER (pouvoir à M. CATHEBRAS), M. Xavier BOUYER (pouvoir à M. CHANTRIER), M. Eric MARC (pouvoir à Mme ARRIAGADA) et Mme Julie DELVAL (pouvoir à M. BRUYERE).

Membre absent non représenté : Mme Sophie GOMES.

Secrétaire de séance : M. Yohan MESSABIER.

Le Conseil municipal régulièrement constitué,

1- CONTEXTE GENERAL

Le tissu fiscal de la collectivité est un paramètre important pour la gestion de ses recettes par une commune. Il est nécessaire pour la commune à la fois de connaître ce tissu, de le mesurer par rapport aux communes de même strate, mais aussi d'optimiser les recettes de la collectivité.

La Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole (CANM) a mis en place un service fiscalité chargé de ces missions. Plusieurs maires ont fait connaître le besoin d'un appui en compétences dans ces domaines.

La CANM propose aux communes membres qui en expriment le besoin une mutualisation du service fiscalité sur la base de la présente convention-cadre votée le 2 mars 2016 et amendée le 22 mai 2017, puis le 14 décembre par le Conseil Communautaire de la CANM.

2- ASPECTS JURIDIQUES

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), « en dehors des compétences transférées, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres peuvent se doter de services communs ». Selon ce même article, « les effets de ces mises en commun sont réglés par convention ».

Ainsi, la convention-cadre, signée entre la Commune et la CANM, fixe les modalités de mise en commun du service fiscalité dans le respect des dispositions de l'article L.5211-4-2 du CGCT.

La convention est conclue pour une durée d'un an reconductible tacitement 2 fois par périodes successives de 12 mois à compter de sa notification par la CANM à la Commune après signature des parties et réalisation des formalités légales.

3- ASPECTS FINANCIERS

Depuis 2006, l'activité de la Communauté d'Agglomération s'est fortement développée et il convient de rééquilibrer sa contribution à la mutualisation par rapport à celle des communes. Il est proposé de retenir le critère du compte administratif unique et donc simple, il témoigne de l'activité réelle de l'institution et constitue un indicateur fiable du niveau d'utilisation des services mutualisés.

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil municipal décide :

- d'approuver la mise en commun du service fiscalité entre Nîmes Métropole et la Commune de Marguerittes;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ladite convention-cadre à intervenir entre Nîmes Métropole et à la Commune de Marguerittes;
- de prévoir les conséquences financières de cette délibération par une inscription des crédits suffisants dans les documents budgétaires de référence.

Département du GARD

Arrondissement de Nîmes

nombre de Conseillers municipaux en exercice :

29

nombre de membres présents :

<u>24</u>

nombre de membres absents excusés représentés :

<u>4</u>

nombre de membres absents non représentés

1

date de la convocation :

8 juillet 2021

OBJET:

N° 2021 / 07 / 09

NIMES METROPOLE

PACTE DE GOUVERNANCE

2020 - 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNE DE MARGUERITTES

SÉANCE DU 15 JUILLET 2021

L'an deux mille vingt-et-un, le quinze juillet à 18 heures 30, le Conseil municipal de la Commune de MARGUERITTES, régulièrement convoqué, s'est réuni à la mairie, dans la salle Claude Erignac, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Rémi NICOLAS, Maire.

Membres présents: M. Rémi NICOLAS, Mme Patricia POUBLANC, M. Laurent BOUTIN, Mme Frédérique CONDET, M. Jean-Pierre CATHEBRAS, Mme Diane ARRIAGADA, M. Bernard CHANTRIER, Mme Audrey RANC, M. Frédéric COURRENT, Mme Martine REARD, Mme Joëlle HUYNH, Mme Liliane GUIRAUD, M. Christian BLANCARD, Mme Florence LIMONES, M. Eric PEREDES, Mme Laïla ACHKAR, Mme Laure DELAMON, M. Renaud LEROI, M. Yohan MESSABIER, M. Denis BRUYERE, M. Stéphane GUILLEMIN, Mme Myriam BOISSIERE DE CILLIA, M. Alain SAUD et Mme Margit LORBLANCHET.

Membres absents, excusés, représentés: M. Denis CANTIER (pouvoir à M. CATHEBRAS), M. Xavier BOUYER (pouvoir à M. CHANTRIER), M. Eric MARC (pouvoir à Mme ARRIAGADA) et Mme Julie DELVAL (pouvoir à M. BRUYERE).

Membre absent non représenté : Mme Sophie GOMES.

Secrétaire de séance : M. Yohan MESSABIER.

Le Conseil municipal régulièrement constitué,

La loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique fait obligation à chaque EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale) à fiscalité propre d'élaborer un « Pacte de gouvernance » entre les communes membres et la Communauté d'agglomération afin d'associer les élus municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité.

Ce Pacte de gouvernance et le principe de son élaboration ont été approuvés par le Conseil communautaire de Nîmes Métropole du 14 décembre 2020.

L'article L. 5211-11-2 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que le Conseil municipal de chaque commune membre de l'intercommunalité émette un avis sur ce pacte.

Le « Pacte de gouvernance » voté par Nîmes Métropole joint à la délibération renforce la participation et l'implication des communes dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques de l'EPCI,

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil municipal décide :

- d'émettre un avis FAVORABLE au Pacte de gouvernance proposé par la Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à transmettre cet avis à Monsieur le Président de Nîmes Métropole.

Département du GARD

Arrondissement de Nîmes

nombre de Conseillers municipaux en exercice :

29

nombre de membres présents :

<u>24</u>

nombre de membres absents excusés représentés :

<u>4</u>

nombre de membres absents non représentés

1

date de la convocation :

<u>8 juillet 2021</u>

OBJET:

N° 2021 / 07 / 10

ZAC MEZEIRAC
COMPTE-RENDU ANNUEL
A LA COLLECTIVITE
AU 31.12.2020

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNE DE MARGUERITTES

SÉANCE DU 15 JUILLET 2021

L'an deux mille vingt-et-un, le quinze juillet à 18 heures 30, le Conseil municipal de la Commune de MARGUERITTES, régulièrement convoqué, s'est réuni à la mairie, dans la salle Claude Erignac, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Rémi NICOLAS, Maire.

Membres présents: M. Rémi NICOLAS, Mme Patricia POUBLANC, M. Laurent BOUTIN, Mme Frédérique CONDET, M. Jean-Pierre CATHEBRAS, Mme Diane ARRIAGADA, M. Bernard CHANTRIER, Mme Audrey RANC, M. Frédéric COURRENT, Mme Martine REARD, Mme Joëlle HUYNH, Mme Liliane GUIRAUD, M. Christian BLANCARD, Mme Florence LIMONES, M. Eric PEREDES, Mme Laïla ACHKAR, Mme Laure DELAMON, M. Renaud LEROI, M. Yohan MESSABIER, M. Denis BRUYERE, M. Stéphane GUILLEMIN, Mme Myriam BOISSIERE DE CILLIA, M. Alain SAUD et Mme Margit LORBLANCHET.

<u>Membres absents, excusés, représentés</u>: M. Denis CANTIER (pouvoir à M. CATHEBRAS), M. Xavier BOUYER (pouvoir à M. CHANTRIER), M. Eric MARC (pouvoir à Mme ARRIAGADA) et Mme Julie DELVAL (pouvoir à M. BRUYERE).

Membre absent non représenté : Mme Sophie GOMES.

Secrétaire de séance : M. Yohan MESSABIER.

Le Conseil municipal régulièrement constitué,

Par courrier du 15 juin 2021, la Société Publique Locale (SPL) AGATE a transmis à la mairie le compterendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 concernant la concession d'aménagement relative à la ZAC Mézeirac à Marguerittes.

Ce document doit être soumis à l'approbation du Conseil municipal. Il se présente en résumé comme suit :

1 - PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1 – rappel du programme et des objectifs de l'opération

Par délibération du 27/03/2013, la commune a décidé de lancer les études préalables à la réalisation d'une zone d'aménagement concerté avec pour principaux objectifs :

- participer à la requalification de l'entrée de ville Est de Marguerittes par la RD 6086 ;
- aménager un nouveau quartier d'habitat de 110 logements avec 30 % de logements locatifs sociaux;
- proposer en complément de l'habitat une offre commerciale à proximité du futur giratoire ;
- intégrer ce nouveau quartier dans son environnement.

Par délibération du 10/02/2016, la commune a arrêté et approuvé le bilan de la concertation et approuvé le dossier de création de la ZAC Mézeirac d'une surface d'environ 4,6 hectares.

Par délibération du 05/10/2016, la commune de Marguerittes a approuvé le contrat de concession d'aménagement à intervenir avec la SPL AGATE.

1.2 – documents d'urbanisme en vigueur

Le projet est soumis au règlement du plan local d'urbanisme approuvé le 06/03/2014 et modifié une première fois le 15/04/2015.

Le périmètre de ZAC est majoritairement classé en zone 1AU, zone à urbaniser "fermée" à vocation d'habitat. Une petite partie est classée en zone 1AUE, zone à urbaniser "fermée" à vocation économique.

Ces deux zones ne pourront être véritablement ouvertes à l'urbanisation qu'à la suite d'une procédure de modification ou de révision du PLU.

1.3 - rappel de dates clefs

- Approbation du bilan de la concertation et du dossier de création de ZAC............... 10/02/2016 • Délibération du Conseil municipal désignant la SPL comme concessionnaire...... 05/10/2016 • Approbation du programme des équipements publics
- Approbation de la modification du PLU permettant la réalisation de la ZAC............ 28/02/2020

2 – ETAT D'AVANCEMENT DE L'OPERATION AU 31/12/2020

Z. I. I – Ies etades a diballistile realisees	2.1.1 – les	études	d'urbanisme	réalisées
---	-------------	--------	-------------	-----------

2.1.1.1 – les études pré-opérationnelles :
2.1.2 – la maîtrise foncière réalisée
2.1.3 – les travaux préparatoires (dépenses entretien, fouilles, démolition …)
2.1.4 – les travaux d'aménagement
2.1.5 – les honoraires techniques
2.1.6 – honoraires de la société
2.1.7 – frais divers (impôts et taxes) :

L'ensemble des dépenses réalisées en 2020 s'élèvent à :	357 362 ∉ HT
L chischible des depenses realisées en 2020 s elevent à	337.302 C 111

2.2 - les recettes réalisées

Aucune recette n'a encore été réalisée au 31/12/2020......0 € HT

3 – POURSUITE DE L'OPERATION

DEPENSES A ENGAGER

- Etudes pré-opérationnelles (provision pour complément d'études éventuel)7.000 € HT
- Etudes techniques à mener lorsque l'opération sera en phase opérationnelle.......3.500 € HT

•	Maîtrise foncière (imprévus sur acquisitions)	100.000 € HT
•	Travaux d'aménagement :	1.911.352 € HT
•	Honoraires techniques (maîtrise d'œuvre, mission SPS, géomètre,))128.630 € HT
•	Honoraires de la société (article 20 de la concession)	363.699 € HT
•	Frais divers	20.500 € HT
•	Frais financiers	58.884 € HT

L'ensemble des dépenses à réaliser dans la durée de la concession d'aménagement	
s'élève à	2.593.565 € HT
L'ensemble des dépenses relatives à la réalisation de l'opération ZAC Mézeirac	
s'élève à	4.998.833 € HT

3.2 - LES RECETTES A REALISER

4 - CONCLUSION

A ce jour, le bilan financier montre un résultat positif d'un montant de 268.546 € HT. Aucune participation de la collectivité concédante n'est donc à prévoir au 31/12/20120.

Néanmoins, l'avancement qui s'est opéré sur l'exercice 2020 dans les études et la maîtrise foncière confirme les points de vigilance déjà mentionnés dans les comptes-rendus annuels à la collectivité de 2018 et 2019.

• <u>1 - Maîtrise foncière</u>

Sur l'ensemble des unités foncières (UF) nécessaires au projet, seules deux n'ont pas pu faire l'objet d'une acquisition amiable. Il s'agit de :

- 1. I'UF 1, composée des parcelles AE n° 390 392 486 et 556 appartenant à M. Régis GOUDET;
- 2. I'UF 3, composée des parcelles AE n° 507 et 509 appartenant à Mme et M. MONZO.

L'arrêté déclarant l'utilité publique et la cessibilité des propriétés nécessaires au projet est intervenu le 06/07/2018.

L'ordonnance d'expropriation a été rendue le 20/12/2018. Elle a été notifiée aux intéressés qui n'ont pas régularisé de pourvoi de sorte qu'elle est définitive. Le certificat de non pourvoi est du 08/07/2019.

1. UF1: M. Régis GOUDET n'a pas accepté l'offre indemnitaire notifiée. Il a donc été nécessaire de saisir Madame le juge de l'expropriation. Aux termes du jugement intervenu le 23/05/2019, elle fixe à 263.775 € l'indemnité totale de dépossession revenant à M. GOUDET et lui alloue une somme de 1.000 € au titre des frais irrépétibles.

Le 24/01/2019, M. GOUDET a relevé appel de cette décision.

L'arrêt intervenu le 21/09/2020 fixe à 292.523,63 € l'indemnité totale de dépossession revenant à M. GOUDET et lui alloue une somme de 2.500 € au titre des frais irrépétibles.

Nous avons constitué avocat et le pourvoi est toujours pendant devant la Cour de cassation. Le montant des indemnités de dépossession a été réglé de sorte que la prise de possession a pu avoir lieu.

2. UF3 : Mme et M. MONZO n'ont pas accepté l'offre indemnitaire notifiée. Il a donc été nécessaire de saisir Madame le juge de l'expropriation. Aux termes du jugement intervenu le 26/09/2019, elle fixe à 123.950 € l'indemnité totale de dépossession revenant à Mme et M. MONZO et leur alloue une somme de 2.000 € au titre des frais irrépétibles. Le 27/11/2019, les époux MONZO ont relevé appel de cette décision.

L'arrêt intervenu le 19/10/2020 confirme en tous points le jugement entrepris.

Le 23/11/2020, les époux MONZO ont régularisé un pourvoi à l'encontre de cette décision.

Nous avons constitué avocat et le pourvoi est toujours pendant devant la Cour de cassation. Le montant des indemnités de dépossession a été consigné de sorte que la prise de possession n'a pu avoir lieu.

• <u>2 – faisabilité des tranches 2 et 3 et phasage de l'opération</u>

Au 31/12/2019, le programme fait encore état de deux types d'équipements publics :

- les équipements d'infrastructures inclus dans le périmètre de la ZAC, nécessaires à la desserte interne du nouveau quartier et à la viabilisation des lots destinés à être cédés. Ces équipements seront réalisés et financés par la SPL AGATE, aménageur, et feront l'objet du programme des équipements publics.
- les équipements d'infrastructures situés à l'extérieur du périmètre de l'opération, voués à satisfaire des besoins plus larges que ceux de la ZAC, mais dont dépend directement la faisabilité d'une partie de l'opération de ZAC.
 - Ces équipements d'infrastructures situés à l'extérieur du périmètre de l'opération, à savoir la création d'un giratoire (et ses aménagements annexes) sur la RD 6086 avec bouclage sur l'avenue Genestet, conditionnaient le phasage et la faisabilité des tranches 2 et 3 de la ZAC.

Au 31/12/2020, ces équipements d'infrastructures ont été remis en question par la majorité municipale élue en 2020 : la déviation de la RD 6086 permettant la création du giratoire est abandonnée. Le projet urbain des tranches 2 et 3 a été revu et demeure en attente des conclusions de l'étude "circulation et déplacements" pilotée par la commune pour être validé définitivement ou bien retravaillé.

Ces évolutions engendreront la modification du programme global des constructions et du programme des équipements publics intégrés au dossier de réalisation de la ZAC.

La disparition des lots à vocation commerciale de la ZAC est actée.

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil municipal décide d'approuver ce compte-rendu annuel à la collectivité au 31/12/2020 concernant la concession d'aménagement relative à la ZAC Mézeirac à Marguerittes et présenté par la SPL AGATE.

Département du GARD

Arrondissement de Nîmes

nombre de Conseillers municipaux en exercice :

29

nombre de membres présents :

<u>24</u>

nombre de membres absents excusés représentés :

<u>4</u>

nombre de membres absents non représentés

1

date de la convocation :

<u>8 juillet 2021</u>

OBJET:

N° 2021 / 07 / 11

ADHESION DE LA
COMMUNE DE LA ROUVIERE
AU SYNDICAT MIXTE
DES GARRIGUES
DE LA REGION DE NIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNE DE MARGUERITTES

SÉANCE DU 15 JUILLET 2021

L'an deux mille vingt-et-un, le quinze juillet à 18 heures 30, le Conseil municipal de la Commune de MARGUERITTES, régulièrement convoqué, s'est réuni à la mairie, dans la salle Claude Erignac, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Rémi NICOLAS, Maire.

Membres présents: M. Rémi NICOLAS, Mme Patricia POUBLANC, M. Laurent BOUTIN, Mme Frédérique CONDET, M. Jean-Pierre CATHEBRAS, Mme Diane ARRIAGADA, M. Bernard CHANTRIER, Mme Audrey RANC, M. Frédéric COURRENT, Mme Martine REARD, Mme Joëlle HUYNH, Mme Liliane GUIRAUD, M. Christian BLANCARD, Mme Florence LIMONES, M. Eric PEREDES, Mme Laïla ACHKAR, Mme Laure DELAMON, M. Renaud LEROI, M. Yohan MESSABIER, M. Denis BRUYERE, M. Stéphane GUILLEMIN, Mme Myriam BOISSIERE DE CILLIA, M. Alain SAUD et Mme Margit LORBLANCHET.

<u>Membres absents, excusés, représentés</u>: M. Denis CANTIER (pouvoir à M. CATHEBRAS), M. Xavier BOUYER (pouvoir à M. CHANTRIER), M. Eric MARC (pouvoir à Mme ARRIAGADA) et Mme Julie DELVAL (pouvoir à M. BRUYERE).

Membre absent non représenté : Mme Sophie GOMES.

Secrétaire de séance : M. Yohan MESSABIER.

Le Conseil municipal régulièrement constitué,

Par courrier du 21 mai 2021, le Président du syndicat mixte des garrigues de la région de Nîmes informe la mairie que la commune de La Rouvière, située dans le périmètre du massif forestier des garrigues, souhaite transférer ses compétences en matière de défense de la forêt contre l'incendie au Syndicat Mixte des Garrigues de la Région de Nîmes.

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil Municipal

- Vu la délibération n° 2021-010 du 1^{er} avril 2021 de la commune de La Rouvière sollicitant le transfert de compétence de défense de la forêt contre l'incendie au syndicat mixte des garrigues de la région de Nîmes ;
- Vu la délibération n° 013-2021 du 20 mai 2021 du syndicat mixte des garrigues de la région de Nîmes;
- Vu le plan départemental de protection des forêts contre les incendies validé par l'arrêté préfectoral n° 2013-186-0006 du 5 juillet 2013 ;
- Vu le plan du massif du syndicat mixte des garrigues de la région de Nîmes révisé et validé le 4 juin 2020 par la sous-commission des feux de forêt;
- Vu les articles L52-11-5 et L52-11-18 du code général des collectivités territoriales ;
- Considérant qu'à compter du 20 mai 2021 il appartient aux communes et aux EPCI membres du syndicat de délibérer sous quatre mois sur cette nouvelle adhésion, conformément aux articles L5211-5 et L52-11-18 du code général des collectivités territoriales;

- Considérant que le syndicat mixte des garrigues de la région de Nîmes est chargé d'assurer la gestion et la pérennité des équipements relatifs à la défense de la forêt contre l'incendie à l'échelle du périmètre du massif des garrigues;
- Considérant que la commune de La Rouvière est située dans ce périmètre ;

DÉCIDE:

- 1. d'émettre un avis favorable à la demande d'adhésion de la commune de La Rouvière au syndicat mixte des garrigues de la région de Nîmes ;
- 2. d'émettre un avis favorable au transfert des compétences DFCI de la commune de La Rouvière au syndicat mixte des garrigues de la région de Nîmes.

Département du GARD

Arrondissement de Nîmes

nombre de Conseillers municipaux en exercice :

29

nombre de membres présents :

<u>24</u>

nombre de membres absents excusés représentés :

<u>4</u>

nombre de membres absents non représentés

1

date de la convocation :

<u>8 juillet 2021</u>

OBJET:

N° 2021 / 07 / 12

CONVENTION DE MISE A
DISPOSITION DE SALLE ET
DE MOYENS DANS LE CADRE
DU NIMES METROPOLE JAZZ
FESTIVAL 2021

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNE DE MARGUERITTES

SÉANCE DU 15 JUILLET 2021

L'an deux mille vingt-et-un, le quinze juillet à 18 heures 30, le Conseil municipal de la Commune de MARGUERITTES, régulièrement convoqué, s'est réuni à la mairie, dans la salle Claude Erignac, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Rémi NICOLAS, Maire.

Membres présents: M. Rémi NICOLAS, Mme Patricia POUBLANC, M. Laurent BOUTIN, Mme Frédérique CONDET, M. Jean-Pierre CATHEBRAS, Mme Diane ARRIAGADA, M. Bernard CHANTRIER, Mme Audrey RANC, M. Frédéric COURRENT, Mme Martine REARD, Mme Joëlle HUYNH, Mme Liliane GUIRAUD, M. Christian BLANCARD, Mme Florence LIMONES, M. Eric PEREDES, Mme Laïla ACHKAR, Mme Laure DELAMON, M. Renaud LEROI, M. Yohan MESSABIER, M. Denis BRUYERE, M. Stéphane GUILLEMIN, Mme Myriam BOISSIERE DE CILLIA, M. Alain SAUD et Mme Margit LORBLANCHET.

<u>Membres absents, excusés, représentés</u>: M. Denis CANTIER (pouvoir à M. CATHEBRAS), M. Xavier BOUYER (pouvoir à M. CHANTRIER), M. Eric MARC (pouvoir à Mme ARRIAGADA) et Mme Julie DELVAL (pouvoir à M. BRUYERE).

Membre absent non représenté : Mme Sophie GOMES.

Secrétaire de séance : M. Yohan MESSABIER.

Le Conseil municipal régulièrement constitué,

Nîmes Métropole a transmis à la commune le projet de convention de partenariat à intervenir dans le cadre du programme « Nîmes Métropole Jazz Festival » pour l'année 2021.

Depuis 2006, avec « L'Agglo au rythme du Jazz » puis « Nîmes Métropole Jazz Festival », l'agglomération propose aux communes partenaires de programmer des concerts de jazz dans le cadre de son projet culturel.

Nîmes Métropole assure la rémunération des artistes et des professionnels ainsi que le volet communication du festival.

En 2021, le concert proposé à Marguerittes est programmé le vendredi 1^{er} octobre à 20h30 à la salle Louis Picard.

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil municipal décide :

- d'approuver la convention de mise à disposition de salle et de moyens dans le cadre du Nîmes Métropole Jazz Festival 2021;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention ainsi que tout document s'y rapportant.



RAPPORT DE PRÉSENTATION N° 12

OBJET		BUTIONS DU CONSEIL MUNIC DU CODE GÉNÉRAL DES	
RAPPORTEUR	M. le Maire	DATE DE LA CONVOCATION	8 juillet 2021

<u>DÉCISION N° 2021-06 du 30.06.2021</u> de contracter une ligne de trésorerie pour faire face à des besoins ponctuels et éventuels de disponibilités :

- prêteur : Caisse régionale de Crédit Mutuel

- montant : 750.000 €

- durée: 1 an, soit jusqu'au 30 juin 2022

- taux d'intérêt annuel : Euribor à 3 mois (moyenne mensuelle) augmenté d'une marge de 0,80 point

- commission d'engagement : 0,19 % du montant autorisé, soit 975 €